



REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE  
DE LA COMMUNE DE **MIGNOVILLARD**

AM\_2018\_31

**Permission de voirie pour des travaux  
de branchement au réseau électrique  
rue de la Sauge**

Le Maire de Mignovillard,

- Vu** la loi n°83-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;
- Vu** le code de la route ;
- Vu** le code de la voirie routière ;
- Vu** la demande présentée en date du 17 septembre 2018, par le GAEC de la Sauge, représenté par M. Jérôme SERRETTE, rue de la Sauge, 39250 MIGNOVILLARD, pour des travaux de raccordement au réseau électrique d'un bâtiment agricole entre le 17 septembre et le 29 septembre 2018 après le n°8 de la rue de la Sauge.

**ARRÊTE**

- Article 1<sup>er</sup> :** Le GAEC de la Sauge est autorisée à emprunter le domaine public, situé au-delà du n°8 de la rue de la Sauge, afin de procéder au raccordement au réseau électrique d'un bâtiment agricole sur des ouvrages existants.
- Article 2 :** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée, dans les règles de l'art.
- Article 3 :** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.
- Article 4 :** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5 :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances à l'aide d'enrobé. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 15 jours calendaires, sauf intempéries exceptionnelles, à compter du 17 septembre 2018.

**Article 6 :** La présente autorisation n'est valable que pendant les dates mentionnées sur le présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 7 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 :** M. le Maire de Mignovillard et le permissionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mignovillard, le 17 septembre 2018

Le Maire,  
  
Florent SERRETTE

